

L'Europe a besoin d'une gauche tournée vers l'action

Manon Aubry sur la situation de la gauche européenne

Les forces de droite radicales ont poursuivi leur avancée en Europe en 2024, une année marquée par de nombreuses élections, où les partis d'extrême droite ont vu leurs résultats électoraux progresser pays après pays. Leur récente installation à des postes de direction au sein de la Commission européenne – une première historique pour le continent – commence à ronger les fondations de la coalition de gouvernance traditionnelle dont le bloc s'étendait habituellement du centre-droit au centre-gauche. Entre-temps, la stupéfiante réélection de Donald Trump en tant que président des États-Unis risque fort d'accentuer le virage à droite des deux côtés de l'alliance transatlantique.

La situation de la gauche européenne, en revanche, semble morne, mais ce constat est un peu plus nuancé lorsqu'on y regarde de plus près. Les élections européennes ont permis des avancées significatives des partis de gauche dans de nombreux pays, tels que les États membres scandinaves, alors que dans d'autres, comme l'Allemagne, la gauche a enregistré ses pires résultats depuis des décennies. Des tensions latentes se sont donc muées en une véritable division, lorsque quelques semaines seulement après l'élection, un certain nombre de partis ont annoncé leur départ du Parti de la gauche européenne, fondé en 2004, et décidé de former l'Alliance de Gauche Européenne pour les Peuples et la Planète (ELA). Les deux partis continueront d'opérer au sein du même groupe parlementaire, connu sous le nom de « La Gauche ».

Au vu de la situation plutôt houleuse, comment les forces de gauche radicale peuvent-elles se regrouper ? Quels enseignements peuvent-elles tirer des résultats des dernières élections, et quelles sont les questions et revendications à privilégier ces prochaines années ? Pour répondre à ces questions, **Nessim Achouche**, de la Fondation Rosa Luxembourg, s'est entretenu avec **Manon Aubry**, coprésidente de la Gauche au Parlement européen, pour connaître sa vision sur l'état de la mobilisation de la gauche en Europe ainsi que sur les évolutions au sein de son propre parti, La France Insoumise.

Les résultats de la gauche aux élections européennes ont été plutôt mitigés, avec une grande progression dans certains pays et un important recul dans d'autres. Comment décririez-vous aujourd'hui la position de la gauche au sein du Parlement européen et dans l'ensemble de l'Europe ?

Si l'on regarde la position globale du groupe parlementaire de la gauche, nous comptons 38 membres, et nous en avons maintenant 46. Le groupe a donc progressé, d'autant que dans l'ensemble, la gauche ne s'en est pas bien sortie. Les Verts se sont effondrés dans toute l'Union européenne, tandis que les socialistes sont restés stables. En ce sens, on pourrait dire que nous sommes le seul groupe de gauche à avoir connu une avancée significative, bien que les pronostics étaient pessimistes. Nous avons obtenu de bons résultats en France, en Finlande et en Suède, par exemple, et nous nous réjouissons particulièrement du retour de la gauche italienne au Parlement européen, surtout compte tenu du gouvernement d'extrême droite ce pays.

Il est clair que dans d'autres pays, la gauche vit des temps difficiles. Cela nous ramène à une question plus large sur la position de la gauche dans un contexte de montée de



l'extrême droite. Des questions similaires ont été soulevées après les élections américaines et la réélection de Donald Trump. Stratégiquement, la gauche doit décider si elle préfère courir après le centre ou rester radicale, avec des ambitions sociales et écologiques fortes, sans se diluer pour plaire au centre ou au centre-droit de l'échiquier. C'est exactement ce qu'a fait Kamala Harris. Elle a essayé de convaincre l'aile dite modérée des Républicains, ce qui lui a fait perdre le soutien de nombreux groupes habituellement acquis aux Démocrates, comme les Latinos.

Bien sûr, les contextes américain et européen ne sont pas identiques, mais je pense que cela devrait nous pousser à réfléchir, surtout au vu de la force de l'extrême droite au Parlement européen et à l'émergence d'une nouvelle coalition entre la droite traditionnelle et l'extrême droite. Les socialistes européens continuent de suivre aveuglément leurs vieilles habitudes pour construire des alliances avec le centre-droit, mais ce faisant, ils s'affaiblissent, car le Parti populaire européen (PPE) préfère visiblement se ranger du côté de l'extrême droite contre le centre-gauche. Nous l'avons vu avec le budget, avec la résolution sur le Venezuela et la réglementation sur la déforestation qui ont été reportés d'une année.

Les socialistes doivent choisir : veulent-ils s'allier au PPE et à la droite, s'enfermant dans leur propre coalition ou souhaitent-ils construire un front uni avec nous ?

Vous avez souligné que le groupe de gauche avait progressé lors des précédentes élections, mais il y a aussi eu de fortes tensions au sein du groupe, exprimées par la décision de sept organisations, dont La France Insoumise, de quitter le Parti de la gauche européenne et de former une nouvelle coalition, l'Alliance de la Gauche européenne pour les Peuples et la Planète. Pourquoi cette nouvelle formation était-elle nécessaire et en quoi différera-t-elle de votre ancien parti ?

Le contexte que nous venons d'évoquer requiert une nouvelle dynamique pour la gauche – plus en phase avec les problématiques actuelles et qui trouve un écho auprès des jeunes en abordant aussi les questions sociales et écologiques dans le cadre d'une stratégie unifiée. Deuxièmement il nous faut un parti plus agile, dynamique et représentatif des nouveaux mouvements de gauche au sein de l'UE. Le parti de la Gauche européenne n'est plus tellement représenté au Parlement européen et ne représente plus les nouveaux mouvements de gauche, comme la France insoumise, qui mettent l'accent sur le féminisme, l'antiracisme et l'intersection des questions écologiques et sociales.

Notre objectif n'est pas de créer la concurrence ou de diviser la gauche, mais de permettre un nouveau départ, accessible à tous et toutes. Nous sommes simplement parvenus à la conclusion qu'il serait plus facile de créer de nouvelles structures pour poursuivre nos objectifs politiques et stratégiques.

Ces objectifs sont clairs. Politiquement, nous souhaitons devenir le seul parti de gauche en dehors de la coalition d'Ursula Von der Leyen, qui comprend de nombreux députés européens affiliés aux Socialistes et aux Verts. Nous défendons des valeurs claires et la volonté de gouverner. Nous souhaitons aussi pousser les socio-démocrates à nous rejoindre et proposer une alternative de gauche forte, comme nous l'avons vu en France, où nous avons restructuré la gauche autour d'objectifs clairs. Il ne s'agit pas de compromis, il s'agit de formuler une vision claire, prête à être appliquée pour gouverner, comme nous l'avons montré dans notre travail sur le budget en France.

Un autre objectif est d'offrir une alternative à la montée de l'extrême droite et aux politiques néolibérales qui exacerbent les inégalités et la destruction de



l'environnement. Nous voulons une gauche qui produise de nouvelles idées afin de répondre aux dix priorités listées sur notre programme politique et qui tire les enseignements des expériences vécues dans différents pays. En France, par exemple, nous avons failli entrer au gouvernement, ce qui démontre le potentiel d'une gauche unie et radicale.

Enfin, nous voulons une gauche orientée vers l'action, qui tisse des liens forts avec les syndicats, les O.N.G. et les mouvements sociaux – et pas seulement un cercle technocratique qui a des discussions abstraites dans de jolis immeubles. Il s'agit d'organiser des campagnes sur le logement, la taxation des plus riches, la protection de l'environnement, la fin de la guerre à Gaza et la lutte contre l'influence de l'extrême droite. J'ai pour idée de créer un observatoire afin de documenter les actions de l'extrême droite au sein du Parlement européen et dans les pays où elle gouverne, afin d'exposer clairement ses positions antiféministes, antisociales et racistes.

Au sein de la gauche européenne, des divergences politiques subsistent, surtout sur la question des livraisons d'armes à l'Ukraine. Cela signifie-t-il que les débats qui avaient lieu au sein du Part de la gauche européenne se poursuivront au sein de l'Alliance de gauche ?

Notre programme politique est très clair au sujet de l'Ukraine : nous condamnons les attaques de la Russie, nous défendons l'intégrité territoriale de l'Ukraine et soutenons l'aide financière et humanitaire. Il peut y avoir des divergences au sujet du soutien militaire, mais elles sont mineures. Nous sommes d'accord pour condamner et sanctionner la Russie, soutenir l'Ukraine, et encourager un cessez-le-feu et des négociations de paix. Ces trois éléments définissent notre position commune et, selon moi, devraient constituer la voie de la gauche vers la paix. Zelinsky appelle aussi à des négociations, ce qui prouve qu'en fin de compte, la diplomatie doit être la voie à suivre pour mettre un terme à cette guerre.

Vous avez évoqué l'expérience de La France Insoumise comme un exemple instructif pour d'autres pays. En effet, le succès du Nouveau Front Populaire (NFP) aux législatives en juin dernier a inspiré de nouveaux membres de la gauche européenne. Bien qu'arrivé en tête lors de l'élection, le NFP a été exclu du gouvernement par le président Emmanuel Macron, qui préfère collaborer avec l'extrême droite. Qu'est-ce que cela révèle de l'état de la démocratie en France et du virage général à droite en Europe, y compris au sein de la Commission européenne ?

Cela montre que les libéraux préfèrent souvent l'extrême droite à un Front populaire, ce qui, malheureusement, menace de nous faire revivre les années 1930. Nous avons vu que l'extrême droite protège les intérêts des élites, comme l'a bien montré le débat sur le budget, où l'extrême droite s'est alignée sur Macron pour protéger les intérêts des financiers et des plus riches.

Le gouvernement français actuel est une coalition entre la richesse et le racisme, et la gauche doit les confronter. L'approche de Macron consiste à favoriser l'extrême droite et à rejeter la démocratie en balayant les résultats des élections. En nommant un Premier ministre issu d'un parti qui a obtenu les résultats les plus faibles lors des élections législatives souligne ce déficit démocratique.

Notre défi est de maintenir l'engagement des électeurs. La stratégie de Macron semble être d'encourager la résignation populaire et le sentiment que le vote est inutile. C'est dangereux pour nous, car le succès de la gauche repose sur la mobilisation. Les récents



événements aux États-Unis montrent qu'une plus faible participation électorale nuit à notre camp. Pour obtenir une majorité claire la prochaine fois, il nous faudra la plus grande participation jamais enregistrée. Macron veut nous démoraliser, mais de nous devons persister et résister.

Pensez-vous que le NFP puisse rester une alliance politique en dehors des élections ?

Pour moi, la gauche doit rester unie autour du Front populaire lors de toutes les prochaines élections et refuser une dilution de son programme. Certains au parti socialiste veulent affaiblir cette unité et revoir nos ambitions à la baisse. Notre objectif, au contraire, consiste à mobiliser le quatrième bloc : la population abstentionniste.

La société française est divisée en quatre segments : la gauche, les libéraux, l'extrême droite, et les abstentionnistes. Nous avons vu que plus ces derniers participent, plus la gauche gagne. Des études montrent que l'extrême droite n'est pas aussi dominante qu'on pourrait le croire, et que les revendications de la gauche, comme la retraite à 60 ans, l'augmentation du SMIC et l'imposition des riches bénéficient d'un fort soutien. Nous avons donc une réelle chance de gagner si nous parvenons à mobiliser d'autres abstentionnistes. La France Insoumise a réussi à mobiliser ces groupes, comme le montre l'augmentation de la participation lors des dernières élections, ce qui a été la clé de notre succès législatif.

Vous avez évoqué le retour de Donald Trump à la Maison-Blanche. Selon vous, qu'impliquera pour l'UE un deuxième mandat de Trump, et comment l'Europe – et surtout la gauche européenne – peut-elle réagir à la menace qu'il représente ?

Évidemment, la victoire de Donald Trump est une catastrophe, surtout pour ceux qui vont souffrir le plus de ses politiques, tels que les migrants, les femmes, et la communauté LGBTQ, mais cela ne devrait pas être une surprise. Ces dernières années, dans la société américaine, les classes laborieuses ont été confrontées à une très forte inflation et à des hausses de prix extrêmes, que les démocrates ne sont pas parvenus à endiguer. Les démocrates ont perdu la classe laborieuse, tandis que Donald Trump a apporté des réponses simples à des électeurs américains désespérés. Je pense qu'il était naïf de penser que les Démocrates étaient en mesure de gagner au vu de tout cela. La défaite des Démocrates s'explique aussi par leur refus de promouvoir la paix en Palestine et à leur incapacité de se démarquer clairement de Trump sur cette question. Donald Trump continuera de soutenir aveuglément Netanyahu, ce qui souligne la nécessité pour l'Europe de défendre la paix et de cesser d'être complice des crimes commis par Israël. Cela passe par l'imposition de sanctions, la mise en place d'un embargo sur les armes et la résiliation de l'accord d'association entre l'UE et Israël.

J'aimerais croire que la victoire de Trump sera un électrochoc pour l'UE, mais le fait est que je connais déjà la réponse. Il y aura de très nombreux discours des élites déclarant que « nous ne pouvons pas être naïfs, nous ne devrions pas nous aligner sur les États-Unis », etc. Mais ils finiront par présenter une stratégie de défense européenne alignée sur l'OTAN et continueront de signer des accords de libre-échange avec les États-Unis et d'autres pays qui mettent à mal notre souveraineté.

L'UE est sur le point de signer un accord de libre-échange avec le Mercosur, qui vise à ouvrir nos frontières à des produits agricoles de l'autre bout du monde, élaborés dans des conditions sanitaires et environnementales moins strictes. Alors que les États-Unis imposent des droits de douane de 100 % sur leurs voitures, par exemple, l'UE est timidement en train d'introduire des droits de douane de 30 %. C'est ridicule. L'UE n'est pas capable de protéger son industrie à une époque où Audi, Volkswagen et tant



d'autres entreprises procèdent à des suppressions d'emplois. En ce sens, il semblerait que l'UE ne tire aucune leçon de la victoire de Trump.

***Manon Aubry** est membre du Parlement européen pour La France Insoumise et co-présidente de la Gauche au Parlement européen – GUE/NGL.*

***Nessim Achouche** est chef de projet au bureau de Bruxelles du RLS. Il se concentre sur les questions de transformation socio-écologiques, la démocratie énergétique, la justice climatique et leur lien avec les politiques de gauche.*

